

Jean-Baptiste André Godin à Jean Joseph Barberet, 30 mai 1883

Auteur·e : [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

8 Fichier(s)

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Jean Joseph Barberet, 30 mai 1883, 1883-05-30

Équipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Consulté le 11/08/2025 sur la plate-forme EMAN :
<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/51223>

Informations sur le document source

CoteFG 15 (23)

Collation8 p. (208r, 209r, 210v, 211v, 212r, 213r, 214v, 215r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

DroitsFamilistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [30 mai 1883](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)
Destinataire [Barberet, Joseph \(1837-1920\)](#)
Lieu de destination Place Beauvau, Paris
Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Godin répond à l'invitation de la Commission extra-parlementaire des associations ouvrières. Il envoie à Barberet ses ouvrages *Mutualité sociale* et *Mutualité nationale*. Après un préambule consacré à la nécessité de garantir les classes laborieuses contre la misère avant d'instaurer la participation des travailleurs et travailleuses aux bénéfices, Godin communique ses réponses au questionnaire joint à l'invitation de la commission relatif à la participation aux bénéfices et les assurances mutuelles.

Notes

- Le 20 mars 1883, le ministre de l'Intérieur Pierre Waldeck-Rousseau nomme une commission extra-parlementaire chargée d'étudier les moyens de faciliter aux associations ouvrières les adjudications et concessions des travaux de l'État et de faire participer les ouvriers aux bénéfices des entreprises particulières, dont Jean Joseph Barberet est le secrétaire ; la commission se réunit du 16 avril 1883 au 30 mai 1888 (voir en ligne : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k86371d/f2>, consulté le 2 septembre 2023).
- Godin est entendu le 12 juin 1883 par la commission extra-parlementaire des associations ouvrières (voir « Faits politiques et sociaux de la semaine », *Le Devoir*, n° 250, 24 juin 1883, p. 390 [en ligne : <https://cnum.cnam.fr/pgi/fpage.php?P1132.7/390/100/832/0/0>, consulté le 3 septembre 2023] ; « Enquête de la commission extra-parlementaire des associations ouvrières », *Le Devoir*, n° 270, 11 novembre 1883, p. 705-708 [en ligne : <https://cnum.cnam.fr/pgi/fpage.php?P1132.7/705/100/832/0/0>, consulté le 3 septembre 2023]).

Support De nombreux mots du texte de la lettre sont manuscrits à la mine de plomb par-dessus l'encre de la copie ou au-dessus des lignes du texte de la lettre.

Mots-clés

[Mutualité](#)

Œuvres citées

- [Godin \(Jean-Baptiste André\), *Mutualité nationale contre la misère : pétition et proposition de loi à la Chambre des députés*, Paris, Guillaumin, 1883.](#)
- Godin (Jean-Baptiste André), *Mutualité sociale et association du capital et du travail ou Extinction du paupérisme par la consécration du droit naturel des faibles au nécessaire et du droit des travailleurs à participer aux bénéfices de la production*, Paris, Guillaumin, 1880.

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 14/06/2024 Dernière modification le 27/09/2024

Épise le 30 mai 1883

208

Monsieur Barberet secrétaire de
la commission des associations ouvrières.

Monsieur le secrétaire

J'ai bien reçue la lettre que vous
m'avez fait l'honneur de m'adresser le
24^e et l'invitation qui l'accompagnait.

Je vous remets ci-dessous une
première réponse aux questions que
cette lettre renferme, sauf à comparution
devant la commission pour donner
les compléments nécessaires.

Si vous pensez que la commission
me consacre plus d'une séance, je vous
prie de m'en informer afin de tomber
d'accord avec vous du moment le plus
propice à ma déposition. Dans le
cas où deux séances seraient néces-
saires, ce qui me conviendrait le
mieux serait que la première séance
eût lieu le samedi et la seconde le
mardi suivant.

Y
Je vous adresse par ce courrier deux brochures :

- Mutualité sociale qui contient les Statuts et règlements de la Société de Familiéterie.
- Mutualité nationale contre la misère.

Je considère cette dernière brochure comme touchant à fond la première des améliorations que il importe de réaliser en faveur des classes laborieuses.

Songez, en effet, à inaugurer la participation des travailleurs aux bénéfices avant d'avoir commencé par donner aux élites laborieuses les garanties du lendemain - garanties que le travail et l'industrie doivent produire, avec familles ouvrières - une telle chose contraire aux véritables intérêts sociaux et aux intérêts des classes ouvrières elles-mêmes.

Il me semble que le premier pas à faire dans la voie de l'amélioration d'abord des masses consiste à solidariser et à mutualiser l'industrie et le travail, afin de donner à tous les travailleurs, à tous les citoyens, les garanties de l'existence.

Voici procédé ainsi dans la fondation que j'ai faite ici. Les masses ouvrières et les chefs d'industrie sont plus pieux à l'idée de l'assurance mutuelle qu'à celle d'une véritable participation directe aux bénéfices. Il faut donc pour rendre cette dernière vraiment pratique, commencer par réaliser la première. L'association ne peut exister là où la société laisse périr ses membres de misère.

Voici mes premières réponses aux questionniers :

1^e Sous quelle forme les ouvriers participent-ils aux bénéfices de votre entreprise ? Et dans quelles conditions prennent-ils part au profit si vous en subissez ?

2^e De quelle manière établissez-vous votre répartition. Par un contrat de louage-touage spécial ? Par l'entrée de l'ouvrier en association avec vous ? Par les bénéfices calculés au prorata de la teneur et de la valeur de son travail ?

L'association du Familiste ne laisse pas à l'arbitraire du patron, ni à son bon vouloir le règlement de droit de participation de l'ouvrier aux bénéfices.

Elle commence par faire la part des faibles, des malades et des invalides. C'est la première participation aux bénéfices organisée en faveur des familles attachées à l'usine.

mission. Ce prélevement est fait sur les bénéfices avant tout partage : c'est la partie du droit de vote, du droit à l'existence.

Nos associés admettent ce point de départ que le travail ou la production doit commencer par assurer l'existence de toutes les membres de la société.

En attendant que l'Etat généralise les assurances ou les garanties mutuelles de l'assistance, notre société le fait par des assurances mutuelles intérieures :

Pour les maladies et les accidents.

Pour l'indispensable aux familles.

Pour la retraite, aux infirmes ou vieillards.

Les ressources de l'assurance contre le besoin en cas de maladie ou d'accident proviennent : 1^e d'un versement fait par les travailleurs de 1 $\frac{1}{2}$ % de l'imposition de leurs salaires ; 2^e du produit des amendes pour infractions aux règles d'ateliers pour malfaçons, etc. --; 3^e d'une subvention de l'association.

L'assurance pour l'indispensable aux familles et la retraite à la vieillesse. A pour ressources : 1^e un prélevement fait avant partage des bénéfices, égal à 1 $\frac{1}{2}$ % de l'imposition des salaires généracion-

payés par l'association : 2° La part des bénéfices déterminée par l'importance des salaires des auxiliaires ;

3° Les intérêts que rapporte le capital de cette assurance.

Le taux de l'indispensable aux familles est déterminé par un règlement qui fixe ce qui il faut à chaque âge. Dès que ce taux fait défaut dans la famille, l'assurance parfaît la différence.

Le volume Mutualité sociale contient, page 163, le règlement des assurances mutualistes fonctionnant en Familierté. Les articles 3, 18, 19, 47 et 49 de cette partie du livre fixent les ressources des assurances.

Les prélevements déterminés en faveur de la priorité maternelle étant réservés ainsi que la part de bénéfices revenant à la mère et à la direction, il est de principe et de doctrine dans nos statuts que tous les concours engagés dans l'activation de Familierté, soit en capital, soit en travail, participent aux bénéfices suivant l'estimation de la valeur de leurs services. Par exemple : une personne dans la société son capital dont l'emploi

donne lieu à mille francs d'intérêt. Cette somme de mille francs c'est l'évaluation-
comptable et réelle du service qui une
capital de 20.000 francs à 5% rend à
la société. Ce capital prend part aux
bénéfices dans la proportion des 4000 francs
d'intérêt qu'il touche.

De son côté, un ouvrier a fait son
travail, rendu à l'association des services
que celle-ci a payés 1000 francs. Ces
mille francs de salaire participent aux
bénéfices dans la même proportion que
les 1000 francs d'intérêt ci-dessus.

La valeur des concours ou des services
rendus est la règle et la base de la répar-
tition.

L'ouvrier ne devient véritablement partie
que par la somme des bénéfices qui lui
sont attribués. dès qu'il devient actionnaire
il est toujours aux chances du capitaliste.
C'est ce qui justifie ce point économique
très-importnant de la société du ministère
de la marine de délivrer à l'ouvrier sa part de
bénéfices en argent, mais de la lui délivrer
en part d'intérêt, c'est-à-dire en titre ou
action dans la société. Le capital des titres
délivrés ainsi chaque année sera rem-

boursier les plus anciens bistrots.

3^e Nos ouvriers ont-ils le droit et le moyen de constater les gains ou les pertes par nous déclarés, ou doivent-ils s'en rapporter à notre déclaration ?

L'association du Familistère ayant pour membres associés ses comptables et ses surveillants, c'est le personnel travailleur lui-même qui est le premier à avoir connaissance de la bonne tenue des écritures et de la régularité des droits et dividendes de chacun.

De toute, l'assemblée générale des associés nomme, chaque année, comme nous le voulons aux statuts, un conseil de surveillance composé de trois membres, lesquels sont chargés de la vérification des écritures. Ce conseil fait son rapport tous les mois. Nommé par le suffrage des surveillants eux-mêmes, il est la garantie la plus complète qui puisse être offerte aux intérêts sociaux.

4^e Quels résultats avez-vous obtenus dans votre maison, par le système de la participation ?

Les résultats obtenus sont qu'une population grossière et ignorante aux devoirs de la fondation, s'est élevée aux habitudes politiques et civicoises de la bonne

société.

L'ouvrier vit chaque année par l'organisation même de l'association grasse son épargne. Il est attaché à l'association et considère les propriétés sociales comme sa chose même, comme ses intérêts propres.

Il jouit d'une entière liberté et peut quitter les ateliers et l'habitation sans aucune gêne pour ses intérêts. Il faut emporter son épargne avec lui et on recevra chaque année ses intérêts et dividendes. La liberté de chacun des membres de l'association est donc assurée ; le respect de cette liberté a été l'un des points les plus observés dans toutes les dispositions prises au sein de notre association.

L'esprit de paix et de travail, le respect et les regards mutuels, le désir de perfectionnement individual, familial et social sont largement développés dans la fabrication et la famille.

Veuillez agir, Monsieur, l'assurance de mon dévouement -

P. D. L. J. P. G.